NOS DÉPÊCHES

(Par Service Téléphonique Spécial)

LES SYNDICATS D'INDUSTRIE

Un discours de Millerand

Paris, 10 décembre. — L'union des chambres syndicales d'industrie et du bâtiment du département de la Seine a procédé aujourd'hui à deux heures, en son hôtel 3, rue de Lutèce à la 16e distribution des récompenses décernées aux ouvriers méritants.

Millerand, ministre du commerce, présidait cette cérémonie, assisté de MM. Bertrand, président des chambres syndicales, Masson, président de la Chambre de Commerce, Legrand, président du tribunal de commerce; Delannoy, Bolleville, directeur de l'exploitation à l'exploitation, à l'Exposition universelle de 1900; Lavy, chef de cabinet du ministre; Dumont, président de la société des Ingénieurs de France.

Le président de la République était représenté par le commandant Meaux Saint-Marc, de sa maison militaire, et la musique du 131e de ligne prêtait son concours à cette fête.

Dès l'arrivée du ministre, et après l'audition, de la Marseillaise, **M. Bertrand**, président prend la parole.

Discours du Président des Syndicats

M. Loubet, président de la République dit **il**, a bien voulu se faire représenter à cette fête de famille et c'est M. le commandant **Meaux-Saint-Marc qu'il a désigné pour le remplacer officiellement au milieu de nous.**

Nous remercions Monsieur le Président de la République de nous donner ainsi un gage éclatant de sa sollicitude pour les travailleurs de tout rang, ouvriers et industriels et de l'intérêt qu'il porte à tout ce qui touche au développement et aux progrès de l'industrie française.

Je prie le commandant Meaux-Saint-Marc d'être notre interprète auprès de M. le Président de la République et de lui transmettre l'expression de notre vive reconnaissance.

Je salue ensuite M. Millerand, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et je le remercie, au nom de nos syndicats groupés, de l'honneur qu'il veut bien nous faire en acceptant de présider aujourd'hui notre seizième cérémonie de la distribution des récompenses que nous offrons annuellement à nos ouvriers les plus méritants.

En vous voyant à cette place, Monsieur le Ministre, je ne puis oublier qu'il y a seize ans, à pareil jour, le président actuel du Conseil des Ministres, M. Waldeck-Rousseau, inaugurait la fondation de cette fête du travail, qui, depuis lors, a toujours été présidée par un membre du gouvernement, nous donnant ainsi la preuve que nous avons fondé une œuvre utile.

Le président fait ensuite l'exposé des différents travaux exécutés par les chambres syndicales : cours professionnels, assurance contre les accidents, fondation d'une caisse commune et d'un syndicat de garantie pour faire face aux consequences de la loi sur les accidents du travail, office gratuit d'embauchage et de placement, et création d'une caisse de retraite pour les vieux ouvriers.

DISCOURS DE MILLERAND

Millerand prend ensuite la parole en ces termes :

— Je n'aurais pour rien au monde manqué de suivre l'exemple que m'ont donné mes prédécesseurs en négligeant de venir présider votre cérémonie, car je savais qu'il s'agissait de célébrer la fête de solidarité et du travail d'une Société à laquelle le gouvernement s'intéresse tout particulièrement. (Applaudissements.)

Il peut exister entre nous quelques divergences quelques dissidences sur les meilleurs moyens à employer. Il n'en existe pas sur le but à atteindre ; nous nous proposons tous d'améliorer le sort des ouvriers qui est le plus intéressant parce qu'ils sont les plus malheureux.

Les moyens mêmes diffèrent moins entre eux qu'au premier abord ou pourrait le présager.

Le premier moyen à employer, c'est l'initiative individuelle, c'est l'effort incessant tendant vers le même idéal, et le premier de ces efforts, c'est l'association, c'est le droit que vous donne la législation républicaine pour servir la cause de la paix civile. »

Le ministre constate que les travailleurs ont été les premiers à se servir de ce droit, mais il ajoute que l'association ne serait rien, ne produirait aucun fruit, sans le concours de l'Etat qui doit toujours donner l'exemple et être le premier et le meilleur des patrons, respectueux de la loi sur les conditions du travail.

« Il faut, de plus, dit-il, que l'ouvrier tombé sur le chantier, comme sur un champ de bataille, soit relevé, soigné, et ait le droit à une indemnité : c'est le risque professionnel qui a été reconnu par notre loi de 1898, dont l'application se poursuit de la façon la plus heureuse. »

Le ministre aborde ensuite la question des retraites ouvrières qu'il considère comme un acte de prévoyance, pour les ouvriers qui ont donné pendant 30 ans, les forces vives de leur intelligence et de leur corps à la société, et comme un acte de solidarité.

« Il n'est pas possible, dit-il, que nous hésitions plus longtemps, à consacrer par une loi, le droit à la vie.

» Cela ne sera pas dans une nation généreuse comme la nôtre, qui a toujours été à la tête des nations pour les lois humanitaires.

Le ministre du commerce dit que le gouvernement a étudié avec attention les principaux vœux formulés par les chambres syndicales et qu'il y a quelques jours il avait une conférence avec MM. Ricard et Guieysse au sujet de la constitution des caisses de retraites ouvrières.

De cette conférence est sorti un principe d'accord qui se transformera bientôt en un accord complet.

On demandera aux ouvriers de faire un faible versement qui constituera un fond global qui avec l'aide du gouvernement lui assurera une retraite pour ses vieux jours.

— C'est là, Messieurs, dit le ministre, un devoir, lorsqu'un ouvrier a travaillé toute sa vie et qu'il laisse tomber l'outil que sa main ne peut plus tenir. Il n'est pas possible que le vieillard soit abandonné par la société. Lui assurer la tranquillité de ses vieux jours, c'est là un grand devoir social. (Longs applaudissements).

Millerand termine son discours en assurant l'assemblée que l'Exposition sera prête à *temps, et s'exprime ainsi :*

« Cette fête que nous allons donner au monde à une signification haute et noble : c'est la fête du travail et de la paix. Elle sera un titre de plus de la France à la reconnaissance de l'humanité tout entière.

Le discours de Millerand a été très applaudi.

Puis M. Curtot, secrétaire général donne lecture du palmarès.

40 médailles ont été décernée par les chambres syndicales aux ouvriers les plus méritants.

Le ministre a distribué plus de 60 médailles du ministère du commerce.

La cérémonie s'est terminée à 4 heures et demie.

LE PUNCH SOCIALISTE

Un incident

Paris, 10 décembre. — On sait que les délégués parisiens au Congrès général socialiste, avaient convoqué pour cette après-midi leurs camarades de la province à un punch qui a été donné au Salon des Familles, avenue de Saint-Mandé.

A 3 heures, on procède à la constitution du bureau.

Cela donne lieu à un vif incident. Le nom du citoyen Joindy ayant été acclamé comme président, le citoyen Jules Guesde prend la parole et déclare que Joindy, ayant été expulsé du Congrès pour avoir crié : A bas Liebknecht! il lui est impossible de présider cette réunion.

Jules Guesde ajoute que si l'assemblée proclame Joindy président, lui et ses amis se retireront.

Joindy, Faberot et Labusquière ayant été désignés par la majorité, pour occuper le bureau, Jules Guesde, Navarre, Zévaès et Ebers, accompagnés de leurs amis, se retirent déclarant qu'ils vont rédiger une protestation.

La séance continue alors. Sept cents délégués y prennent part.

Plusieurs orateurs se succèdent à la tribune et ils prononcent des discours fort applaudis.

Avant de lever la séance, un délégué chante l'« Internationale », dont on reprend le refrain en chœur. Il en est de même pour la « Carmagnole ».

On se sépare alors aux cris de : Vive la Sociale La foule s'écoule en chantant, conspuez Rochefort ! et Déroulède à Charenton.

Un service « d'ordre » avait été organisé sous les ordres de M. Nortiot, commissaire divisionnaire, mais les policiers n'ont pas eu à intervenir.

Protestation de délégués

Voici le texte de la protestation qui a été rédigée à la suite de l'incident soulevé par la présence de Joindy à la présidence :

Les soussignés, qui avaient accepté de prendre la parole au nom de leurs organisations respectives, au punch offert aux délégués des départements, regrettent qu'on les ait mis dans l'impossibilité d'affirmer l'union socialiste sous une présidence qui rappelle l'injure adressée au doyen du socialisme international, injure réprimée par le Congrès.

Cette protestation est signée de délégues du Parti ouvrier français et du Parti socialiste révolutionnaire.

FROCARDS POURSUIVIS

Marseille, 18 décembre. — L'enregistrement poursuit actuellement 22 congrégations dans les Bouches-du-Rhône, pour refus de payer le droit d'accroissement.

Grève d'ouvrières des tabacs

Alger, 10 décembre. — Hier matin, les ouvrières de la manufacture de tabac de Mélia se sont mises en grève. Les cigarières se plaignent du renvoi de plusieurs de leurs camarades rendues inutiles par l'arrivée de machines fabriquant automatiquement les cigares et de la sévérité d'un comptable. Elles réclament le renvoi du comptable et la suppression des amendes.

Hier, après-midi, les grévistes auxquelles s'étaient jointes leurs camarades des autres usines ont manifesté devant la fabrique en criant : « A bas les machines ! » La police est intervenu et a opéré une arrestation pour refus de circuler.

LETTRE DE BELGIQUE

L'Unité socialiste en France. — Congrès du 14 janvier. Son ordre du jour. — Pour les vieux ! — Les alliances électorales. — Election de Charleroi. — Les grèves. — Les tisserands de Renaix. — Les vacances ouvrières à la Chambre et au Sénat. — Le privilège de la Banque nationale. — La revision.

(De notre correspondant spécial)

Bruxelles, 9 décembre.

Nous avons suivi attentivement en Belgique les débats du Congrès socialiste de Paris, dans notre désir ardent de voir se réaliser en France l'union des forces révolutionnaires.

Les avis sont partagés chez nous sur la question de l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau, il n'est pas un socialiste qui n'imputerait à crime international le fait d'avoir fait obstacle à la fusion de plus en plus intime de toutes les fractions de votre prolétariat conscient.

Puisse donc l'union devenir une réalité tangible et vivante en France : c'est le vœu de tous nos frères de Belgique.

Chez nous, ce débat sur l'unité ne se conçoit même pas : nous avons nos congrès régionaux et nationaux, qui, souverainement, décident de toutes les questions indistinctement, qui intéressent le prolétariat. Un exemple en est proche.

En raison de l'imminence des élections législatives, le Conseil général du Parti ouvrier, vient de décider la convocation du Congrès national à la date du 14 janvier.

Normalement, notre Congrès se réunit à Pâques, mais en raison de l'urgence de certaines questions à résoudre, à l'approche des élections, cette date a été avancée.

Le Congrès s'occupera notamment de l'organisation de la manifestation nationale en faveur des pensions ouvrières, votée par le récent Congrès des mineurs de La Louvière. Tout le parti doit participer d'une façon méthodique à la mobilisation de ceux qui veulent résoudre le problème de la misère des vieux.

Il est aussi probable que ce Congrès biffera du programme du parti la représentation proportionnelle

Cette réforme est momentanément résolue; et d'autre part, des divergences trop profondes se sont manifestées, pour laisser figurer la R. P. comme article de notre Credo au programme.

Mais les questions qui domineront dans les débats seront surtout relatives aux élections même : la plate-forme électorale sera élaborée et d'autre part, le Parti aura à se prononcer à nouveau sur les alliances électorales. Au lendemain du vote de la représentation proportionnelle par la Chambre, la question des coalitions s'est de nouveau posée dans le Parti.

Les coalitions sont-elles désormais enterrées ou bien les fédérations conserveront-elles le droit d'en conclure, malgré la R. P. qui semblait devoir les rendre inutiles ?

Ce qui témoigne de la solidarité de la discipline entière de tout notre Parti, c'est que le Conseil général a interdit, sans qu'une opposition quelconque se conçoive même à cet égard, aux Fédérations de prendre officiellement attitude dans la question, avant que ne soit intervenu le vote du Congrès.

A Charleroi on n'a pas fait d'alliance jusqu'ici ; aussi n'en sera-t-il pas davantage question à l'occasion de l'élection partielle, que nécessite la mort du citoyen Faguart. Cette élection a été fixée au 31 décembre ; de sorte qu'avec le 1er janvier nous aurons comme don de nouvel an, un nouveau député socialiste. Déjà, les cléricaux ont décidé de lutter avec M. Misonne et les démocrates chrétiens domestiqués avec M. Michel Levie. Saluons le courage malheureux. Les socialistes n'ont pas encore à l'heure actuelle désigné le candidat qui... sera élu à la fin de mois. Son siège, il est vrai, sera de courte durée, à cause de la dissolution des Chambres, qui se produira en mai 1900.

***

Au cours de cette semaine, la grève a de nouveau sévi parmi les travailleurs belges. A Berchem-lez-Anvers, 400 ouvriers de la fabrique de linoléum ont suspendu le travail, devant le refus opposé par la direction à leur demande de renvoi d'un chef d'équipe.

A Renaix ce sont les tisserands qui ont quitté le travail; quatre usines chôment actuellement, les ouvriers réclamant le payement du temps pendant lequel ils doivent attendre après leur chaîne et leur trame.

Il est en surplus à craindre que la grève ne devienne générale dans cette ville, qui occupe deux mille tisserands. Un mouvement est en effet organisé de longue main pour obtenir un repos d'une heure et demie, le midi, et le payement des salaires le midi.

Ce besoin d'assurer un peu plus de repos aux ouvriers préoccupa d'ailleurs d'autres professions, à Liège, le Conseil de l'industrie et du travail a émis à l'unanimité un vœu tendant à assurer aux typographes huit jours de vacances payées par an : les patrons interviendraient pour moitié dans le payement de ce salaire. Ajoutons que l'imprimerie coopérative socialiste de cette ville a déjà réalisé cette réforme.

En fait de vacances, on peut dire que celles de la Chambre auront été courtes. Mardi dernier, en effet, celle-ci a repris sa session et a abordé l'examen du Privilège de la Banque Nationale.

Trois années doivent encore s'écouler avant que finisse ce privilège; mais nos conservateurs craignent que la Chambre prochaine, après les élections, soit moins bien disposée en faveur de messieurs les actionnaires.

Ce privilège est, en effet, une véritable abdication des projets de quelques capitalistes notre banque nationale n'a de nationale que le nom ; en réalité elle consiste dans la remise du crédit du pays entre les mains de quelques financiers : et aujourd'hui on réclame du Parlement une nouvelle concession de ce privilège pour une durée de trente ans. Ce qu'il y a de caractéristique dans la situation, c'est que la plupart des actions de la Banque dite nationale sont détenus par des étrangers.

Oh ! l'internationalisme capitaliste. Nos amis Bertrand, Guinard et Denis ont, dans des discours documentés, montré tout ce qu'avait de perfide et d'exorbitant le privilège de ces financiers, qui, en trente années, ont réalisé environ 150 millions de bénéfices.

Au sénat, c'est la question politique qui a fait l'objet des débats. Le groupe radical avait déposé une proposition de revision de la constitution en faveur du suffrage universel. La droite a naturellement repoussé la prise en considération de cette proposition.

Six doctrinaires, mûrs pour la concentration, se sont abstenus, estimant qu'il n'y avait pas lieu de jeter le pays dans l'agitation révisionniste. On se passera évidemment de leur concours et, des les prochaines élections, la nation aura à se prononcer sur le suffrage universel.

Léon MEYSMANS.

Nouvelles de l'extérieur

LA GUERRE

entre le Transvaal et l'Angleterre

Les armées aux prises

Londres, 10 décembre. — On a reçu ici la nouvelle qu'un combat a commencé ce matin, de bonne heure, dans le voisinage de Scholtz-Zeck, au nord de Spytfontein. Les Anglais ont attaqué les troupes du général Kronje à cet endroit.

On annonce qu'on a bât aussi de l'autre côté de Spytfontein, dans la direction de Kimberley, et on croit que la garnison de cette ville a fait une autre sortie.

Les nouvelles de sources anglaises sont toujours contradictoires, et rien n'est encore venu confirmer les bruits qui ont couru de combats importants livrés par lord Methuen et par la garnison de Kimberley.

Ladysmith, 10 décembre. — On entaille à longue portée au-delà d'Arundel. Les Anglais s'avancent dans la direction de Sannalisdam, et les Boers se rentent dans celle de Laabsch-Laagte. L'infanterie montée anglaise marche sur le centre des Boers, tandis que la cavalerie se lance sur leurs flancs.

Un télégramme de Modder-River à Loafan Bureau à la date du 5 décembre annonce qu'une batterie d'artillerie anglaise, un escadron de lanciers et un détachement d'infanterie sont actuellement aux prises avec un millier de boers devant la position de Graspan.

Le combat se poursuit des plus acharnés.

Les Anglais repoussés

On télégraphie ce matin de Modder river :

Les Boers ayant détruit le telegraphe et le chemin de fer à la suite de la colonne Methuen, celui-ci détacha quelques troupes pour rétablir les communications.

La colonne anglaise rencontra, près d'Enslin, un detachement fort d'un millier d'hommes, avec un canon, faisant partie des troupes du commandant Prinslow.

Les Anglais ont été repoussés.

Dans l'Orange

D'après un télegramme d'une agence anglaise, date du Cap, les facultés du Président de la République d'Orange durant considérablement baisse.

Les Boers de l'Etat libre ont renoncé à fortifier Bloemfontein, leur capitale, pour établir un système de défense Blaesvlei au sud-ouest de la ville.

De nouveaux contingents ont été mobilisés et vont rejoindre les troupes en campagne.

Nouvel échec Anglais

Molteno, 10 décembre, 12 h. 45. — Le général Gatacre a capitulé Molteno avec 2.000 hommes et deux batteries.

Il a fait environ 12 milles vers Stomberg, mais il fut accueilli par un feu terrible des Boers qui étaient fortement embusqués.

Un duel d'artillerie s'est engagé à 4 h. 15. Les troupes anglaises se sont ensuite retirées sur Molteno, après avoir subi de fortes pertes.

A Ladysmith

Un télégramme de sir Redvers Buller, envoyé au War Office hier samedi, à quatre heures cinq, du 5, reproduit un message du général White, confirmant la nouvelle d'une sortie heureuse de la garnison de Ladysmith.

— La nuit dernière, dit le général White, j'ai chargé le général Hunter de surprendre Gun hill, sur le Lombards kop. Le général Hunter est parti à la tête de 580 volontaires du Natal et de 100 cavaliers. L'entreprise a pleinement réussi. Des canons de 6 pouces et un howitzer ont été détruits au moyen du coton poudre. Nous nous sommes emparés d'un canon Maxim. Nous avons eu un homme tué et un blessé.

Pendant que nos troupes s'emparaient de Gun hill, un escadron du 19e hussards contournait Bepworth hill, brûlant des kraals coupant les lignes télégraphiques des Boers Aucune perte du côté du 19e hussards.

La *Westminster Gazette*, malheureusement sans en indiquer la date, publie une lettre d'une dame anglaise qui a quitté Ladysmith *pendant le bombardement :*

« La colonie, dit-elle en parlant du Natal, est furieuse contre le gouvernement impérial. Je m'attends à ce que les Boers balayent le Natal, où des milliers de personnes sont déjà ruinées... Il y a maintenant trois canons de siège qui bombardent la ville. Une maison qui est à deux minutes de la nôtre a eu une aile détruite par un obus et plusieurs autres que je connais ont été atteintes. Oh ! je suis heureuse d'en être sortie. Les deux jours de bombardement ont été affreux et il en a eu plusieurs autres depuis. Nos troupes sont écrasées par le nombre.

Où sont les milliers d'hommes dont vous parlez ? Pour bien faire, il en faudrait 50,000. *Les journaux disent :* « Ladysmith ne sera jamais prise. » Moi, je dis qu'elle le sera si le secours ne vient pas rapidement et, si elle n'est pas prise, elle sera presque détruite et tout le monde sera ruiné. On parle d'indemnités. Ce sont des histoires. Nous savons bien que nous n'obtiendrons pas d'indemnité.»

Cette lettre montre d'une façon intéressante les sentiments des colons du Natal, qui souffrent d'une guerre qu'ils ne désiraient pas.

UN DÉRAILLEMENT

4 morts. — 32 blessés

Gênes, 10 décembre. — Un deraillement s'est produit juste en-dessous le tunnel, entre deux trains de voyageurs. Il y a eu 4 morts, 12 blessés grièvement et 20 légèrement.

Les dégâts matériels sont considérables.

La collision s'est produite entre les stations Bergeggi et Stotorna.

Faits Divers

HORS RÉGION

La neige dans le Midi

Marseille, 10 décembre. — La température s'est refroidie subitement. Le thermomètre marque 5 degrés au-dessous de zéro.

Une rafale de neige congelée s'est abattue sur la ville vers 4 heures.

Deux épidémies, de petite variole et d'influenza, sont signalées. La mortalité s'accroît.

CATASTROPHE DANS UNE MINE

Rives-de-Gier, 10 décembre. — On se souvient qu'à la suite de la catastrophe du 28 août dernier, dont furent victimes seize ouvriers du puits Couchoud, le ministre des travaux prescrivit une enquête pour découvrir les causes de l'accident et établir les responsabilités. Cette enquête, qui n'a pas duré moins de deux mois et demi, vient de prendre fin.

Elle conclut à ce que des poursuites correctionnelles soient exercées contre l'ingénieur divisionnaire et le contrôleur, pour infraction à l'arrêté préfectoral du 15 mars 1890 sur la police des mines.

RÉVOLTE DANS UNE PRISON

Agen, 10 décembre. — De nouveaux troubles se sont produits hier matin à la colonie correctionnelle d'Eysses, près Villeneuve-sur-Lot.

Voici au juste ce qui s'est passé dans cet établissement, toujours travaillé par l'esprit de révolte depuis le transfèrement des jeunes révoltés de la colonie d'Aniane.

Vers huit heures du matin, une dizaine de pupilles étaient occupés au nettoyage du linge dans la buanderie sous la surveillance du gardien Guégan.

Profitant de ce que le gardien était occupé à écrire, ces jeunes gens, après s'être concertés, se précipitèrent sur lui, le saisirent à la gorge et le jetèrent de le bâillonner pour le jeter dans la chaudière au linge.

Le gardien, après avoir mordu très fort un des colons qui avait la main dans la bouche cria au secours.

Un gardien et des colons accoururent et le délivrèrent de ces forcenés.

L'un d'eux, le pupille Fallas, qui l'avait menacé une barre de fer pesant environ quinze kilos, poursuivant de la bagarre, s'évadait et gagnait les bois de Mas-anes où il était repris par les gardiens et des soldats de la garnison d'Eysses.

Le directeur de la colonie, M. Merscher, a immédiatement appliqué aux mutins une punition sévère qui n'eu pour point de départ le régime cellulaire.

L'ACCIDENT DU MÉTROPOLITAIN

(Nouveaux détails)

Paris, 10 décembre. — Voici des détails complémentaires qui s'est produit hier soir, place de l'Etoile, sur les chantiers du Métropolitain et dont nous avons parlé dans notre précédent numéro :

Par suite d'un glissement des couches inférieures du terrain, la voûte déjà presque achevée, s'est effondrée, sur une longueur de quinze mètres à l'angle de l'avenue des Champs Elysées et de l'avenue Friedland.

Trois lignes du Métropolitain passent, à cet endroit sous la place : celle de la porte Maillot et de la place de l'Etoile au Trocadéro, dont les voûte sont contiguës sur une longueur d'une quarantaine de mètres, et celle de l'Etoile de la porte Dauphine, qui passe sous les deux autres en suivant une direction perpendiculaire à la leur. C'est sur un point des deux voûtes jumelles que s'est produit l'effondrement.

Les ouvriers avaient, il y a quelques jours commencé la construction des pieds-droits en maçonnerie qui supportent cette partie de la voûte cimentée. Le travail, particulièrement délicat dans un sol aussi peu argileux, consiste celui de la place de l'Etoile fut rendu plus difficile encore par les dernières pluies.

Les terres s'humectèrent peu à peu, perdant toute résistance. En accélérant les travaux il redoutait à chaque instant ; il s'est produit hier soir. Vers huit heures un des pieds-droits céda tout à coup entraînant avec lui une partie de la voûte, et creusant sur la place de l'Etoile une excavation à peu près carrée, d'environ quinze mètres de côté et de cinq à six mètres de profondeur.

L'écrasement de cette masse énorme de terre ne se fit qu'avec lenteur, et les ouvriers qui à ce moment, se trouvaient dans le souterrain eurent tout le temps de s'enfuir. Par contre, un cantonnier et un cocher de la Compagnie des omnibus, qui se trouvaient sur la place, où ils se chauffaient à un feu de vieux bois, furent surpris par l'accident.

Le sol, petit à petit, s'affaissa sous eux, et ils descendirent ainsi, sans presque s'en apercevoir, à quelques mètres au-dessous du trottoir. Avec eux descendaient, sans secousse, les arbres, les bancs et les becs de gaz.

Puis, tout à coup, une crevasse se produisit, au fond de laquelle les deux hommes tombèrent, et furent bientôt recouverts par des débris de toutes sortes, de longues flammes s'échappant d'une conduite de gaz rompue au même moment, éclairèrent cet étrange spectacle.

On crut d'abord dans le quartier que l'accident était très grave et que de nombreuses personnes avaient été ensevelies.

Les pompiers, accourus, commencèrent leurs recherches ; mais bientôt on apprit, des chefs de chantiers, que tous les ouvriers étaient présents, et que, seuls, le cantonnier et le cocher, nommés Henri Louvet et Joachim Dumont, se trouvaient au fond de l'excavation.

On les retrouva, d'ailleurs, presque aussitôt et on les conduisit à l'hôpital Beaujon où furent pensées leurs blessures, assez légères. Puis on commença, pour éviter de nombreux accidents, à étayer les voûtes aux abords de l'excavation. Ces travaux s'effectuèrent rapidement, sous la direction de MM. Defrance, directeur administratif des travaux de Paris, Bienvenue et Biette, ingénieurs du Métropolitain.

Entre temps étaient arrivés sur le lieu de l'accident MM. Waldeck-Rousseau, président du conseil, Baudin, ministre des travaux publics, de Selves, préfet de la Seine, et Lautrsnt, secrétaire général de la préfecture de police. Ils regrettent l'assurance que l'accident était en somme de peu de gravité, personne n'ayant été sérieusement blessé, et que les travaux du Métropolitain n'en seraient nullement retardés.

En attendant, l'excavation a été entourée de barrières et la circulation des tramways qui traversaient cette partie de la place de l'Etoile a été momentanément interrompue.

M. Bertulus, juge d'instruction, a été chargé par le parquet d'une enquête sur les causes de l'accident.

TERRIBLE DRAME

Un homme qui coupe la gorge de sa mère

Valence, 10 décembre. — Un terrible drame s'est déroulé hier, vers minuit.

Un cordonnier, dans un accès de folie, a tenté de tuer sa femme et sa mère.

Voici à la suite de quelles circonstances a éclaté ce drame de famille. Le cordonnier Carmine Demardo, âgé de 35 ans, marié depuis une dizaine d'années et père d'une fillette, avait contracté la funeste habitude de s'adonner à la boisson.

Le ménage vivait autrefois heureux, en compagnie de la mère du cordonnier ; mais, dans ces dernières années, il avait fini, par suite de l'inconduite du mari, à être troublé par de violentes et fréquentes scènes.

Il y a six mois environ, Carmine Demardo dut être interné à l'asile des Aliénés ; mais, au bout d'un mois, après avoir reçu tous les soins que comportait son état, il put être rendu à sa famille.

Imparfaitement guéri et s'adonnant plus que jamais à la boisson, le cordonnier rendit à tous les siens la vie intenable.

Vu son état d'exasperation, sa femme craignant pour sa vie et pour celle de son enfant, passait ses nuits auprès de sa belle-mère. Mais toutes ces précautions ne devaient pas empêcher le cordonnier de se livrer à un acte de folie plus grave.

Hier soir, alors que la mère de Demardo, sa femme et sa fille reposaient dans la cuisine, le cordonnier, qu'un excès de boisson avait probablement exaspéré, se leva subitement.

Après s'être emparé d'un tranchet, il descendit dans la cuisine, proférant des menaces de mort contre les femmes.

Justement effrayée, la femme de Demardo se leva aussitôt et s'enfuit en ayant soin de prendre dans ses bras la pauvre fillette qu'une pareille scène avait réveillée.

Se trouvant seul avec sa mère, Demardo Carmine tourna sa colère contre elle et lui porta un violent coup de rasoir à la gorge, lui faisant une horrible blessure. Aux cris poussés par la victime, des voisins accoururent et purent maintenir l'assassin.

Il a été remis ensuite entre les mains de la gendarmerie qui, après une sommaire enquête, a avisé le parquet de notre ville.

L'état de la victime est désespéré.

DANS LA RÉGION

Assassinat de l'Adjoint au Maire

A BAVAI

M. Désiré Richard, âgé de 65 ans, ancien notaire, adjoint au maire de Bavai, a été assassiné vendredi soir, dans les circonstances suivantes :

M. Richard sortait, vers 5 heures 1/2 du soir, de l'estaminet « A la Grenouille, » tenu par les époux Dureux-Génard, sur le chemin de Bavai à Mont. Il était accompagné d'un nommé Louis Wanty, dit le « Gros Louis. »

Vers 6 heures moins le quart, MM. Masson et Demarcq virent à environ cent cinquante mètres de l'estaminet, un individu qui se dissimulait le long d'une haie : ils crurent reconnaître Wanty. S'approchant, ils trouvèrent étendu sur la route M. Richard la figure ensanglantée. Le malheureux ne donnait plus signe de vie.

M. le docteur Maudron, mandé, ne put que constater le décès de M. Richard.

Le malheureux portait à la joue gauche une blessure de forme plate qui a dû être faite avec un instrument contondant de forme plate : une plaie sépare le nez en deux parties et allait se terminer dans la lèvre supérieure du côté gauche. D'autres ecchymoses et plaies furent relevées derrière le crâne ainsi que des erosions au cou.

Le coup porté au nez l'avait été avec une telle violence que des esquilles d'os ont été retrouvées sur le sol.

M. Richard avait été dévalisé. Sa chemise était arrachée. Les poches étaient tachées et son porte-monnaie et ses clefs avaient disparu.

A côté, on a trouvé la règle de couvreur de Wanty, ensanglantée.

Après ces constatations, le cadavre de M. Richard fut transporté à la mairie de Bavay pour être conduit ensuite à son domicile, avenue de la Gare.

Pendant ce temps, Wanty était retourné à l'estaminet « A la Grenouille ». Il était couvert de sang. Il dit à la cabaretière que M. Richard et lui-même avaient été attaqués par trois individus et que M. Richard avait dû être tué. Il demanda un bidon pour se mettre à la poursuite des assassins. La cabaretière lui donna une canne.

Wanty retourna à Bavay et annonça qu'un crime affreux venait d'être commis sur le chemin de Bon-Heriles. Plusieurs personnes et le gendarme Lardi se rendirent sur les lieux.

Les allures de Wanty paraissant suspectes, le gendarmerie garda à vue cet individu.

Descente du parquet

Le parquet d'Avesnes s'est transporté samedi matin à Bavai.

Wanty, interrogé, a affirmé que M. Richard avait été attaqué par trois individus qu'il ne connaissait pas, il voulut le défendre, mais il fut jeté violemment contre la haie et pendant ce temps on tuait le vieillard.

Confronté avec le cadavre de M. Richard, il a nié énergiquement être l'assassin.

Sur lui, on n'a trouvé que 40 sous.

Après l'enquête du parquet, un mandat de dépôt a été décerné contre Wanty.

L'autopsie du cadavre a été confiée à M. le docteur Girard, médecin-légiste.

L'assassin présumé est âgé de 20 ans ; il appartient à une famille d'ouvriers sur laquelle les renseignements ne sont pas mauvais ; il a huit frères et sœurs. Sa conduite, quoiqu'un peu irrégulière parfois, ne pouvait le laisser supposer capable d'un crime.

M. Richard a cinq enfants, dont quatre filles.

Son fils, chancelier résident en Annam, est actuellement en vacances à Bavay.

Les obsèques de M. Richard auront lieu aujourd'hui.

En avant

En avant, c'est l'enseigne qui domine du haut de la magnifique institution coopérative de Gand et qu'en langue flamande se dit : *Vooruit*.

C'est le cri de ralliement poussé par les milliers de poitrines socialistes et coopérateurs belges, lors des grandes manifestations que chacun de nous a déjà pu admirer à différentes époques, et tout récemment encore lors de l'inauguration des nouveaux locaux de la maison du peuple de Bruxelles où le prolétariat de tous pays était venu saluer ce chef-d'œuvre socialiste.

En avant ! Ce fut le cri du prolétariat de toute époque. Nous le poussions aussi, il y a vingt années lorsque pour la première fois dans notre région, le parti ouvrier entamait la lutte contre l'exploitation des partis bourgeois.

C'est aussi en poussant ce même cri de liberté et d'encouragement, que les socialistes montent à l'assaut des forteresses bourgeoises pour y hisser le drapeau des revendications ouvrières.

En avant ! Je me rappelle ce cri, vous le poussiez aussi, vos coopérateurs, socialistes, et il n'y a que sept ans de cela, lorsque à l'instar de nos camarades belges, vous concevîtes l'idée généreuse de créer dans notre cité ouvrière une institution coopérative pour lutter vous aussi, contre l'exploitation commerciale.

Ce cri suggestif qui caractérise les sentiments qui nous animent est bien celui auquel a droit le prolétariat accomplissant son œuvre d'émancipation et de révolution sociale.

Oui, En Avant ! telle a été notre devise telle doit être celle du présent et de l'avenir. Plus que jamais nous devons nous ressaisir et d'un commun accord lutter contre la puissance de nos adversaires qui à chaque instant de la vie se dresse devant nous.

Multiplier nos efforts, doubler les rangs de nos bataillons, telles doivent être nos préoccupations de chaque instant.

Qui de nous a oublié les moments difficiles, les luttes intestines systématiquement organisées à notre début, pour empêcher de hisser sur nos murailles le drapeau déployé de la coopérative l'*Union de Lille* ?

Rappelez-vous, coopérateurs socialistes, quand nous étions cinq cents, mille peut-être, chacun de nous apportait selon sa force et ses moyens sa part contributive à l'édification colossale qui devait plus tard devenir notre maison commune

La propagande battait son plein ; à l'usine, à l'estaminet, dans la rue, dans les fêtes, des milliers de circulaires inondaient la ville. Des visites publiques dans nos locaux étaient organisées. Les tournées de propagande en musique se multipliaient sans cesse, nous étions fiers en somme, de l'œuvre entreprise, et nous voulions qu'elle profitât à tous.

Nos efforts furent couronnés de succès, car l'effectif de nos sociétaires augmenta de jour en jour.

Pourquoi cette progression ?

Parce que les travailleurs comprirent qu'il était stupide et insensé de leur part de se laisser tondre aussi docilement, qu'ils le faisaient, par le régime commercial actuel présidé par la tromperie et la falsification des denrées.

Il y a déjà là, dans cette évolution de la vie domestique, un point essentiel à retenir : c'est que les conditions de la vie se faisant de plus en plus dures, incitent les ouvriers à s'organiser pour jouir d'avantages, que ne leur confère point le régime économique de ce temps.

Est-ce à dire pour cela que l'œuvre est complète ?

Non, du moins, je ne le crois pas, car trop de travailleurs encore, se désintéressent du bien-être que leur procure la coopération.

Il faut au contraire se souvenir du passé et reprendre notre cri de ralliement, non pas uniquement pour conserver nos forces et éviter les désertions qui trop souvent se produisent sans raison plausible.

Les uns, allèchés sans doute par la vente à bon marché de certaines denrées que mettent en vente certains magasins, — denrées plus ou moins falsifiées mais que le prix infime pour lequel elles leur sont livrées interdissent de tenir compte de la qualité ; les autres, par suite de mécontentements plus ou moins fondés, d'autres encore ne comprenant pas bien le rôle qu'est appelée à remplir notre association, désertent la maison mère pour aller grossir les rangs de leurs adversaires qui n'ont qu'un seul but : l'égoïsme, sans plus de souci du lendemain.

Il faut savoir mettre en parallèle les actes et les paroles, et puisque nous tous, qui généralement invoquons à juste raison l'esprit de solidarité et d'action commune de nos frères belges, il faut prouver à nos adversaires que nous ne nous décourageons pas. Et un tel exemple fera renaître l'élan mélancoliquement abandonné.

En avant pour vaincre l'indécision et dissiper les mécontentements sans fondement de ceux dont le cœur est depuis longtemps avec nous, mais que l'hésitation les en écartent.

C'est là le salut et la sublimité de notre idéal pour lequel nous crions nous aussi : En avant !

H. SAMSON.

Dernière Heure

LE BANQUET

des Syndicats de l'Industrie

Paris, 10 décembre. — Ce soir a eu lieu à l'hôtel des Chambres syndicales, rue de Lutèce, le banquet de la Chambre syndicale du Bâtiment et de l'Industrie.

Le président de l'association avait à ses côtés le commandant Bon, représentant le Président de la République ; M. Lavy, représentant le citoyen Millerand ; M. de Selves, préfet de la Seine, etc.

Le président a porté un toast très applaudi à M. Loubet et à Millerand.

M. Lavy a fait l'éloge de l'association et démontre ses avantages.

D'autres discours ont été prononcés et longuement applaudis.

LA GUERRE DU TRANSVAAL

La situation des Anglais

Londres, 10 décembre. — La dépêche — que nous publions plus haut — annonçant qu'on se bat à Spytfontein, démontre que le général Methuen a donc pu traverser la Modder river, et l'action engagée devant Spytfontein est d'autant plus sérieuse que la garnison de Kimberley, prévenue par les signaux héliographiques, y prend également part.

D'après les renseignements, le général Methuen n'aurait avec lui que 11,000 hommes, et, comme le commandant Delarey occupe la ligne du chemin de fer au sud de Modder-river, il est peu probable qu'il ait pu recevoir des renforts.

Les Boers ont donc probablement la supériorité du nombre, et il a fallu que la position de Kimberley fût bien compromise pour que le général anglais, dont l'objectif principal est évidemment de dégager M. Cecil Rhodes, ait engagé une action qui peut être décisive avec cette précipitation. En effet, Kimberley même n'a aucune importance au point de vue militaire, et c'est à Mod